



COMMUNIQUE DE PRESSE

Vendredi 19 juin 2015, une délégation composée de Miguel Hernandez, conseiller municipal PCF-Front de Gauche à Aulnay, Michel Lefebvre, responsable du POI sur la ville, et de représentants des 500 signataires de la pétition contre la fermeture du centre de dépistage de la tuberculose de l'Hôpital Ballanger, s'est présentée à l'entrée du Conseil départemental à Bobigny.

Deux lettres recommandées (LR/AR) étant restées sans réponse, une lettre ouverte à Stéphane Troussel, président du Conseil départemental, diffusée sur la ville, faisait savoir que si aucune réponse n'était donnée, la délégation se présenterait ce vendredi 19 juin à 10 h.

La délégation n'a pas été reçue par le Président du Conseil départemental, Stéphane Troussel (PS) ni par des élus mandatés.

Pourtant, l'actualité démontre l'importance du maintien des structures de dépistage de la tuberculose, qui est loin d'être une maladie éradiquée : un cas de tuberculose à l'école Nonneville d'Aulnay ; 5 CRS d'une caserne de Limoges atteints, ...

Deux membres du cabinet du Conseil départemental et de Pierre Laporte, vice-président chargé de la Santé (Front de Gauche), nous ont expliqué :

"- Notre première lettre LR/AR ne leur a pas été communiquée, la seconde a été reçue tardivement et ils n'avaient pas retenu de notre lettre ouverte que nous nous présenterions ce vendredi à 10 h.

- Il ne fallait pas se tromper de cible : c'est l'Agence régionale de santé d'Ile de France (c'est-à-dire le Ministère de la Santé) et la Caisse Primaire d'Assurance-Maladie qui ont dénoncé en 2014 la convention qui les liait avec le Conseil général du 93, concernant les sept centres de dépistages de la tuberculose. L'ARS a exigé une réorganisation des centres de dépistage, le Conseil départemental a accepté de concentrer sur trois centres de dépistage (Montreuil, St Denis et Aubervilliers) , qui ont été modernisés, chaque centre devenant polyvalent.

Mais l'ARS refuse de verser les 1.3 millions d'euros promis pour les centres de dépistage, considérant qu'en Seine St Denis, ils coûtent trop cher comparativement à ceux du reste de l'Ile de France, et qu'il y a un manque de clarté dans les financements !

Selon le membre du cabinet, c'est tout le financement de la santé sur le département (dépistage des cancers, centres de sécurité sociale ...) qui est remis en cause.

La délégation a répondu :

Nous ne nous trompons de cible, c'est bien le Conseil départemental qui a accepté de réorganiser les services de dépistage du département dans le cadre des restrictions budgétaires imposées par l'ARS et le gouvernement. C'est d'ailleurs la réponse que nous a fait l'ARS à qui nous nous étions également adressés.

Miguel Hernandez a tenu à souligner que c'est le pacte de responsabilité Hollande-Valls, qui, avec ses 11 milliards de coupes dans les subventions aux collectivités locales, est à l'origine des suppressions de postes et fermetures de centres. Le Conseil départemental du 93 a ainsi vu son budget 2015 amputé de 22 millions d'euros pour 2015. La majorité PS du Conseil départemental a voté ce budget. Il aurait fallu dénoncer ces coupes, et tous les conseillers départementaux, Front de Gauche et Verts, auraient pu voter contre, ce qui hélas n'a pas été le cas. Il faut continuer à exiger **le retrait du pacte de responsabilité Hollande-Valls**.

Si , comme semblent l'indiquer Stéphane TROUSSEL et Pierre LAPORTE, il faut s'adresser à l'Agence régionale de santé d'Ile de France voire au Ministère de la santé afin d'exiger :

- **Le maintien du centre de dépistage de la tuberculose d'Aulnay, comme des six autres centres, et leur financement par l'ARS et le Conseil départemental,**

S'il s'agit donc de mobiliser les travailleurs, les retraités, les jeunes des 40 villes du département, dans l'unité avec les organisations, pour aller exiger satisfaction à ces revendications au siège de l'ARS, et devant le Ministère de la Santé, nous sommes d'accord !

Les deux membres du Cabinet de Pierre Laporte se sont enfin engagés à nous fixer un rendez-vous avec la direction du Conseil départemental.